

# Bolivie Le capital-risque comme alternative ?

**Aurore de Crombrughe**

(Responsable d'appui aux partenaires latino-américains à SOS Faim - Belgique)

**Clémence Regamey**

(Stagiaire à SOS Faim/ Master Développement Rural et Gestion de Projets)

Les populations rurales en Bolivie comme dans bien d'autres PVD, se voient exclues du système financier formel car les activités économiques rurales ne répondent pas aux critères bancaires classiques : unités trop restreintes ou insuffisamment structurées, capitaux et garanties matérielles insuffisantes, capital humain réduit, éloignement des centres commerciaux, infrastructures environnantes médiocres, etc. Pourtant, ces exclus du système bancaire peuvent aussi faire preuve, à leur échelle, de "l'esprit d'entreprise" nécessaire pour développer les activités rurales qui sont les leurs (agriculture, élevage, pêche, foresterie, artisanat, etc.) et les insérer dans le circuit commercial <sup>(1)</sup>.

(1) Cet article est directement inspiré de « Zoom microfinance n° 15 : le capital-risque en Bolivie : une alternative pour le financement rural ? », SOS Faim - Bruxelles - décembre 2004. Pour contacter Clémence Regamey : clemenceregamey@yahoo.fr

Les limites de la microfinance, fortement implantée en Bolivie, ont été mises en exergue lors de la crise provoquée en 2000 par les problèmes de surendettement et de non-remboursement auxquels les institutions de ce secteur ont dû faire face. Il s'avérait ainsi que le microcrédit ne pouvait, à lui tout seul, répondre à tous les besoins de financement des activités économiques menées en secteur rural. Contraignant, peu flexible, il s'adapte mal aux caractéristiques aléatoires du secteur, au rythme saisonnier et au temps de maturation inhérents aux activités agricoles. De plus, le niveau des montants octroyés dans ce cadre est insuffisant par rapport aux besoins de croissance de ces petites entreprises. Parallèlement, celles-ci doivent faire face à des taux d'intérêt relativement élevés (2-3% par mois) et peu compatibles avec leur objectif de pérennisation et d'autonomie financière.

## Un outil financier spécifique pour le monde rural ?

De nouveaux outils de financement sont susceptibles de dynamiser le développement de l'appareil productif rural. Parmi ceux-ci, on trouve les fonds de capital-risque. Dans les pays industrialisés, ils parient principalement sur le développement de services, techniques ou produits innovants. Dans les pays en voie de développement, on entend par capital-risque l'outil financier spécifique qui permet la création et le développement de petites ou micro-entre-

prises. Ces investissements sont réalisés sous forme de prises de participation de sociétés d'investissement qui se rémunèrent à partir du retour sur investissement, via la distribution de dividendes et plus-values lors de la cession ou de la vente de leur part à plus ou moins long terme (3 à 10 ans selon les secteurs).

Les fonds de capital-risque se sont multipliés et diversifiés en Bolivie. Si certains travaillent sur base de dépôts à terme, de bons d'Etat et d'actions cotées en bourse, d'autres sont des institutions sans but lucratif qui disposent de fonds privés, publics ou de la coopération internationale et ont un objectif de développement rural. Parmi ceux-ci, le Programme de Développement Rural (PDR) de ProCredito et le Programme d'Investissements dans les Entreprises (PIE) de ProRural. Tous deux contribuent à la lutte contre la pauvreté dans les zones rurales en offrant un service financier adapté - un apport en capital via des prises de participation - à des organisations (associations de producteurs, coopératives, entreprises et ONG) orientées vers la production, la transformation et la commercialisation de produits d'origine rurale.

En juin 2004, les investissements du PDR et du PIE s'élevaient à plus de 2 millions de dollars pour 46 investissements dans le secteur primaire (produits agricoles divers, produits de la pêche et de l'élevage, bois, cochenilles et fleurs) et dans le secteur secondaire (petites entreprises agro-alimentaires, textiles, médicinales et de construction). Par ailleurs, si le secteur des services ne compte qu'un seul projet, dans le tourisme, on se rend compte que l'éco- >



Vente de produits agricoles sur un marché urbain en Bolivie. Photo : SOS Faim.

- > tourisme est un secteur en pleine croissance et riche en potentialités.

## Déjà des impacts ?

Même si l'évaluation de tout programme de financement d'une activité rurale ne peut se faire qu'à partir du long terme, on peut déjà dégager certains impacts des fonds de capital-risque. Au niveau des organisations bénéficiaires, ces investissements participent à leur renforcement économique et financier, à leur consolidation institutionnelle (comme l'appui juridique dans le cadre du processus de reconnaissance légal) et à l'amélioration de leur gestion (notamment de la comptabilité). L'impact s'étend aussi aux zones de rayonnement des entreprises partenaires puisque celles-ci sont liées, directement ou indirectement, à près de 15 000 familles. Dans le cas du PDR, le transfert de ressources monétaires aux zones rurales - revenus des ventes de matières premières, salaires aux employés, locations de services de la zone, etc. - correspond à 85% du montant investi en capital-risque. Ces investissements permettent par ailleurs de créer ou de conserver bien des emplois, près de 300 dans le cas du PIE de ProRural.

Enfin, au-delà du système triangulaire entreprise/employés/fournisseurs, on assiste au développement d'une dynamique économique locale. D'autres initiatives similaires voient le jour et contribuent à l'éclosion de l'esprit d'entreprise des petits producteurs, tandis que les populations rurales s'inscrivent progressivement dans une dynamique de marché. Il s'agit d'effets multiplicateurs difficilement quantifiables mais dont l'impact est significatif, notamment sur l'exode rural.

Une illustration concrète de ces différents impacts nous est fournie par Irupana, une société anonyme de petits producteurs qui assure la collecte, la transformation et la commercialisation de produits agricoles (café, céréales, fruits, miel, sucre). En contribuant au développement de la région et à la dynamisation de l'économie locale, en offrant de nouveaux débouchés aux petits producteurs de la région (dont elle achète la production à un prix supérieur à celui du marché), elle a permis l'établissement de nouveaux rapports entre fournisseurs et acheteurs, rapports qui eux-mêmes ont suscité, au sein des communautés paysannes, le développement d'une culture d'entreprise, centrée sur la responsabilisation et la fidélisation des petits producteurs fournisseurs. Ceux-ci se sont réunis pour assurer partiellement les coûts de construction de locaux de séchage et de stockage. En contrepartie, Irupana s'est engagée à acheter leurs récoltes. Aujourd'hui, Irupana a décidé de faire un pas supplémentaire et d'offrir à ses fournisseurs et employés la possibilité de devenir actionnaires de la société (à concurrence de 33% du capital respectivement).

## Contraintes et défis à relever

Mieux adapté que le crédit aux spécificités du secteur agricole, le capital-risque ne constitue toutefois pas une réponse aux besoins de financement des activités de production proprement dites. Celles-ci sont considérées comme trop risquées, de par la nature de l'activité et des produits (facteurs climatiques, maladies, fragilité et durée de vie limitée des produits, etc.) mais aussi à cause de l'instabilité socio-économique qui paralyse régulièrement le pays. Dès lors, les fonds de capital-risque ne se portent sur les processus productifs que s'ils sont couplés à des activités de transformation ou de commercialisation. Par ailleurs, dans une optique de lutte contre la pauvreté, ces fonds s'adressent parfois à des organisations relativement peu consolidées et dont la faiblesse de gestion et de gouvernance peut fragiliser les relations de partenariat nécessaires dans le cadre du capital-risque.

Maîtrise des coûts et gestion du risque sont des défis que le PDR ProCredito et le PIE ProRural doivent affronter pour assurer leur autonomie financière. Celle-ci n'est pas encore atteinte et ils se retrouvent confrontés à un dilemme classique. Faut-il privilégier une approche strictement sociale mais entachée d'un risque de défaut et de coûts opérationnels élevés ou une approche plus financière avec des risques et coûts limités mais avec un impact social moindre ?

Les contraintes sont telles que, pour assurer la pérennité du système, les critères de sélection des fonds de capital-risque sont relativement exigeants. Dans ces conditions, outre l'accès au financement, un appui technique et gestionnaire est souvent nécessaire. Les fonds de capital-risque assurent le suivi de leurs investissements et fournissent, dans certains cas, un appui en gestion. Autant d'éléments qui pèsent sur les coûts opérationnels mais limitent les risques, dans la mesure du possible. Si le capital-risque permet de répondre aux besoins de financement de certaines entités économiques exclues de services financiers traditionnels, on constate que ces entités se consacrent majoritairement aux activités de transformation et de commercialisation. Mais leur impact en amont, au niveau des populations rurales, est conséquent car ce sont des milliers de petits producteurs qui trouvent de nouveaux débouchés pour leur production. Pour autant, nous ne disposons pas encore du recul nécessaire pour tirer conclusions et enseignements des expériences de capital-risque du PDR et du PIE. De nombreux facteurs externes conditionnent aussi le succès de telles expériences et leur implantation durable en Bolivie. Quoi qu'il en soit, le capital-risque n'est qu'une réponse parmi d'autres à la problématique du financement des activités rurales et d'autres types d'intervention financière seront encore requis pour être en adéquation avec la grande diversité des demandes. ■

## FADES : preuve que ça marche en zone rurale

La *Fundación para alternativas de Desarrollo* est le fruit de la collaboration de 7 ONG boliviennes. Les études d'impact sont sans équivoque : les populations ayant bénéficié de micro-crédit sont nettement plus susceptibles de voir leurs conditions socioéconomiques, ou simplement leurs conditions de vie, s'améliorer. FADES est à présent active dans 7 des 9 départements de la Bolivie, principalement dans les zones rurales qui ne bénéficient d'aucun soutien financier. Par ailleurs, elle présente la particularité de compter 20 agences mobiles sur les 65 dont elle dispose. Son champ d'action s'étend donc à des régions où ouvrir une agence ne serait pas forcément rentable. Grâce à l'appui en fonds de crédits d'ONG, notamment SOS Faim, FADES compte à présent plus de 20 000 clients et son encours de crédits dépasse les 15 millions d'euros.